

[Text]

What I am interested in is this. You mentioned market downturn. Could we as a government advertise in the States, or would that be countervail? Just yes or no. First of all, we have the best health inspection system for fish products, but what is being shown over there is "Would you eat this fish?" I am sure you have seen the ad. If you have not, it has been sent to the minister, probably several times.

If you talk to the consulate in Boston, they tell you they are not eating the traditional fish because they do not like it, they are seeing bad things on TV about it. What are we going to do about it? Can you spend money to counteract that, or is that against the Free Trade Agreement? Just yes or no, because I have another question for you.

Mr. Stein: Yes.

Mrs. Campbell: You can spend money telling them to buy Canadian fish and it will not be a countervail. Thank you. I would assume you would do it fast.

The second thing is that the incentive back in 1977 was I think 2¢ a pound of finished product for 13-day trips up to 16,000, or something like that, and 16-day trips for Nova Scotia boats to go to northern cod. Oddly enough, it was northern cod. It was \$500 a day to each boat on insurance and extra expenses to go to northern cod. They were Canadian boats, by the way, going within our own waters. It was \$75 a day to send an observer. We could not do that today to go for under-utilized species within our 200-mile limit without being either. . . As you said, GATT might be affected, but certainly the Americans would be affected.

• 1235

Mr. McCreath: Developmental.

Mrs. Campbell: Developmental. He relates it to research and development and marketing. Could we give an incentive to that offshore fleet here in Canada to fish what they consider and what you considered under-utilized four years ago, like pollock, without offending the United States or GATT?

Mr. Stein: A short answer would be that if that is a subsidy then there would be difficulties with it.

Mrs. Campbell: There was not in 1977 because the government said they were doing it. There was not in 1984 because the government said they were giving a

[Translation]

Ce qui m'intéresse est la question suivante. Vous avez parlé d'affaiblissement du marché. En tant que gouvernement, avons-nous le droit de faire de la publicité aux États-Unis, ou courons-nous le risque de voir imposer des droits compensateurs? Répondez simplement par oui ou par non. Tout d'abord, nous avons le meilleur système d'inspection sanitaire sur les produits de la pêche, mais aux États-Unis, on passe des annonces demandant «mangeriez-vous de ce poisson-là?» Vous devez les avoir vues. Sinon, le ministre en a reçu copie, probablement plusieurs fois.

Au consulat, à Boston, on nous dit que les gens ne mangent plus le poisson ordinaire, qu'ils en sont dégoûtés par ce qu'ils ont vu à la télévision. Que faisons-nous? Pouvons-nous dépenser de l'argent pour lutter contre cette image, ou cela serait-il contraire à l'Accord de libre-échange? Répondez simplement par oui ou par non, car j'ai une autre question à vous poser.

M. Stein: Oui.

Mme Campbell: Il est donc possible de dépenser de l'argent pour convaincre les Américains d'acheter du poisson canadien, et ce sans s'exposer à des droits compensateurs. Merci. J'imagine que vous allez passer très vite à l'action.

Deuxièmement, en 1977, je crois, on accordait 2 cents par livre de produit fini pour les voyages de 13 jours, jusqu'à 16,000 ou à peu près, et pour les expéditions de 16 jours pour les vaisseaux de la Nouvelle-Écosse qui partaient à la pêche à la morue du Nord. C'est d'ailleurs étrange, il s'agissait de morue du Nord. On payait 500\$ par jour à chaque bateau pour les frais d'assurances et autres, lorsqu'ils partaient à la pêche à la morue du Nord. Soit dit en passant, c'était des bateaux canadiens qui pêchaient dans nos propres eaux. Il en coûtait 75\$ par jour pour envoyer un observateur. Nous ne pourrions pas faire cela aujourd'hui pour aller à la pêche aux espèces sous-exploitées dans la zone économique des 200 miles sans que. . . Comme vous l'avez dit, le GATT pourrait entrer en jeu, mais il est certain que les Américains seraient touchés.

M. McCreath: C'était une subvention pour fins de développement.

Mme Campbell: En effet. Il établit un lien avec la recherche et le développement et la commercialisation. Pourrions-nous offrir un stimulant à cette flotte étrangère pour qu'elle puise dans des réserves de poisson que l'on considérait comme étant sous-utilisées il y a quatre ans, par exemple la goberge, sans irriter les États-Unis ou le GATT?

M. Stein: Je répondrai brièvement en disant que s'il s'agit d'une subvention, alors cela posera des problèmes.

Mme Campbell: Il n'y en a pas eu en 1977 parce que le gouvernement a annoncé cette initiative. Il n'y a pas eu de problème en 1984 parce que le gouvernement a dit à